

# L'autre Maroc

[Hicham Ben Abdallah El Alaoui](#) Publié dans [Lakome](#) le 12 - 04 - 2013

Texte de Hicham Ben Abdallah El Alaoui paru dans le dernier numéro de la revue Pouvoirs (n°145, 2013).

## Résumé

Le Maroc dans cinq ans, au lendemain de la « Révolution du cumin » : par le moyen de cette projection, sans recours à la politique-fiction, le bilan des blocages actuels est ici dressé a posteriori, à partir des solutions trouvées. Ce renversement de perspective permet de poser de vieilles questions, restées sans réponse, sous une forme nouvelle. La monarchie, l'islam politique, l'économie et l'émigration, le mal-vivre quotidien, la tension entre générations, entre modernité et tradition – tout est revisité à partir d'un avenir proche. Le « nouveau Maroc » se révèle ainsi une chimère, l'enfermement du pays dans une salle d'attente succédant à l'attentisme actuel, celle de l'utopie. Or, l'autre Maroc, celui où il ferait mieux vivre, est à portée de main.

Je sais que cette date restera gravée dans ma mémoire : nous sommes le jeudi 8 février 2018. Pour la première fois depuis le « changement », l'euphémisme français pour ce que mes compatriotes arabophones appellent plus justement thawra, « révolution », je suis de retour au Maroc.

Cela frôle le miracle, le pays est toujours un royaume. « Royaume du Maroc » – je le vois écrit partout autour de moi, à mon arrivée à l'aéroport Mohammed V de Rabat. Rien n'a été débaptisé et repeint aux couleurs du nouveau régime. D'ailleurs, je viens de descendre d'un avion de la ram, la compagnie nationale toujours aussi « royale » que la gendarmerie, dont j'aperçois le commissariat en face, par-delà le contrôle des passeports. En même temps, plus rien n'est comme avant. J'avance dans la file d'attente comme tout le monde, un citoyen parmi d'autres. « Quel est l'objet de votre séjour ? » L'agent de la police de l'air et des frontières ne se prive pas d'un sourire. Ma venue a été annoncée et amplement commentée dans la presse locale. « Je viens dans le cadre du projet "ville verte" à Oum Azza, dont je suis le promoteur principal. » Le regard franc de l'agent, dépourvu de rancune ou de suspicion, est le premier message du « nouveau Maroc » qui me va droit au cœur.

« Bienvenue au pays ! »

Après mon déménagement aux Etats-Unis, en 2002, je n'avais cessé de réfléchir à ce que j'ai voulu assumer comme un échec collectif, c'est-à-dire comme l'échec à la fois du roi, de l'élite, du peuple et de moi-même : à savoir notre incapacité collective à transformer « l'ouverture » à la fin du règne de Hassan II en vraie percée démocratique. Loin de toute intrigue de palais, du

fameux « ôte-toi de là que je m'y mette » manigancé en catimini, j'avais dit mon fait sur la place publique, sans jamais oublier la famille à laquelle j'appartenais et la monarchie comme clé de voûte de notre unité nationale. Mais je savais en même temps que la monarchie portait une ombre, le makhzen, son sosie prédateur, son double infâme. En tête à tête, j'avais prévenu Mohammed VI dès la mort de Hassan II, mon oncle et son père. Ce fut l'origine de notre « brouille » tant commentée. J'estimais qu'il fallait que les fleuves remontent à leur source, sinon la monarchie allait se perdre dans la mer. Cela valait pour la souveraineté – forcément populaire – autant que pour les richesses du pays, pour notre patrimoine national qui ne pouvait rester un « magasin » royal.

Nous y voilà. Face à une vague de contestation dévalant des douars de montagne et submergeant les villes du littoral, confondant militaires et civils, Arabes et Berbères, laïcs et islamistes, le roi s'est mis à l'écart in extremis – en demandant également à tous les membres de sa famille de se tenir à l'écart. J'ai obtempéré bien que je fusse le seul membre de la dynastie susceptible de me joindre au mouvement plutôt que de me mettre en travers de la volonté populaire. Mais j'ai aussi obéi à ma conviction intime que la monarchie n'avait pas encore épuisé sa productivité historique au Maroc. À certaines conditions, elle pouvait encore servir. C'est ainsi que j'ai suivi de loin la convocation d'une Assemblée constituante – l'aboutissement de mon idée, en 2011, d'une « conférence nationale ». Pour la première fois, dans notre pays qui s'était vu imposer tant de constitutions sans jamais en avoir une capable de le protéger de l'arbitraire, des personnes de qualité – Mohamed Bensaïd Aït Idder, Nabila Mounib, Me Abderrahim Berrada, Abdellatif Laâbi, Karim Tazi, Rkia El Mossadek, Aboubakr Jamaï et tant d'autres, dont beaucoup m'étaient inconnus – ont édicté les règles d'un jeu institutionnel sans double fond. Ces sages, qui connaissent les caroubes de leur pays, ont tout changé sans tout détruire. Au terme d'un débat sans fard, le Maroc est devenu une monarchie constitutionnelle, une démocratie couronnée d'un symbole. Le roi incarne l'unité nationale et la volonté de vivre ensemble. La gestion de la cité relève des citoyens et de leurs élus.

#### Une nouvelle cité

En route pour Oum Azza ! Dès 2007, j'ai voulu créer ici, au sud-est de Rabat, la « première ville écologique d'Afrique ». Entouré des meilleurs experts, j'ai étudié les conditions dans lesquelles, en récupérant les biogaz du centre d'enfouissement technique, pour fournir l'énergie naturelle à bon prix, je pouvais favoriser l'éclosion d'un nouvel habitat péri-urbain ; ni bidonville ni ville-dortoir. J'ai offert le terrain et mis à disposition les fonds nécessaires, y compris pour une université portant le nom de mon père. Peine perdue. Le même makhzen, qui soufflait à ses plumitifs que j'investissais seulement à l'étranger « sans rien donner au pays », n'a eu de cesse de me mettre des bâtons dans les roues. Le 14 août 2011, à bout de patience après le limogeage de trois hauts fonctionnaires qui avaient eu le tort de n'obéir qu'à leur conscience, j'ai adressé une lettre à Mohammed VI. « Je crois que, s'il m'est difficile de réaliser un projet au Maroc », écrivais-je, « c'est que vos instructions ont toujours été interprétées à la lumière de vos sentiments à mon égard, réels ou supposés. Soucieux de vous plaire en flattant votre rejet présumé de ma personne, les moindres signes de votre colère ou de votre agacement sont immédiatement traduits comme instructions nouvelles de durcir les exigences, de faire traîner les autorisations ou de ne rien faire en attendant de reconfirmer,

encore et encore, les instructions initiales. »

Pour toute réponse, le groupe immobilier Addoha, lié au palais, a mis les bouchées doubles pour son projet visant à construire 40 000 nouveaux logements à Oum Azza, une ville de 30 000 habitants... Enfin, le 9 novembre 2012, Mohammed VI est allé en personne planter le premier arbre d'une future « coulée verte » à Ben Guerir, censé devenir la « première ville verte d'Afrique » dotée d'une université élitiste – Mohammed VI Polytechnique – par la grâce du roi et de lourds investissements publics.

Cependant, qu'importaient les coûts exorbitants du moment où, à mi-chemin entre Casablanca et Marrakech, le souverain pouvait réaffirmer son privilège exclusif de donner ou de prendre selon son bon plaisir pour « assujettir » même les membres de sa famille ? Il faut être plus que candide pour croire à la fable du bon prince et des mauvais courtisans, au « roi des pauvres » entouré d'affairistes à l'insu de ses bonnes intentions. Pour ma part, je connais le makhzen de l'intérieur. Pour autant, sous prétexte qu'elle serait inséparable de ce frère siamois rapace, je n'ai pas passé la monarchie par pertes et profits. L'été 2011, ma lettre au roi s'est achevée par cette phrase : « Même si je peux me réaliser pleinement à l'étranger, j'ai le devoir de vous servir, par fidélité à notre enfance commune, à notre famille et à l'institution que vous incarnez. »

Nous arrivons à Oum Azza. Comme prévu, des membres du Conseil municipal sont au rendez-vous. Point de protocole encombrant, pas de tambours ni de pétales de roses, mais l'ambiance est bonne. Mes interlocuteurs, concentrés sur ce qui nous réunit, à savoir l'essor de leur commune, ne perdent pas leur temps en supputations. Ils me prennent au mot. Si je mets la main à la poche, pourquoi douteraient-ils de mes intentions ? De leur côté, grâce à la nouvelle loi sur la décentralisation, ils ont dorénavant le pouvoir d'arrêter des décisions sans plus dépendre du gymkhana des « validations » en amont. Nous poussons la porte d'une école primaire. Depuis la réforme votée par le nouveau Parlement, la langue d'enseignement à ce niveau est le darija, l'arabe marocain. « Les enfants entrent de plain-pied à l'école, dans la continuité de la langue parlée à la maison. Par la suite, ils s'ouvrent d'autant mieux à l'arabe classique, au français, à l'anglais ou à l'espagnol », m'explique l'instituteur. Derrière lui, sur le mur, une inscription résume le nouvel état d'esprit : « s'accepter tel qu'on est pour se dépasser ». Ce n'est pas qu'un slogan. « L'échec de mes élèves serait aussi le mien », précise l'instituteur. « S'ils n'atteignent pas la moyenne dans les examens nationaux, le conseil des parents peut mettre fin à mon contrat, qui inclut une obligation de résultat. » C'est dit sans acrimonie. À l'évidence, le « mammoth » est mort et enterré.

Je visite également l'hôpital, un parc de panneaux solaires, des projets d'agriculture urbaine et une multiplicité de « centres denses » mêlant habitats, services et commerces pour minimiser les déplacements, surtout en voiture. Franchement, je suis enchanté. Bien sûr, tous les problèmes de l'urbanisme moderne n'ont pas été résolus. Bien entendu, il y a toujours des chômeurs, des drogués, des délinquants, des malheureux... Cependant, le cercle vicieux du mépris de soi, partant du ressentiment envers l'autre et de l'impuissance collective a été brisé dans la confrontation avec le souverain absolutiste, jusque-là l'ultime pater familias. Ce n'est pas pour rien que les bouleversements au Maroc, venant bien après le Printemps arabe et le Mouvement du 20 février, ont été surnommés « Révolution du cumin » : comme l'aromate dans leurs tajines, les Marocains donnent seulement le meilleur d'eux quand on les frotte

fortement... Du temps de la monarchie de droit divin, du makhzen tentaculaire et de la « ONG-isation » du pouvoir en apparence, la population était – merci Bziz 1 de nous l'avoir dit – comme abonnée à la salle d'attente de l'histoire.

Tsanna ya jann taytib l'ham (« On se regarde dans le blanc des yeux, et on attend »).

Maintenant, tous semblent s'être réveillés à l'idée que notre « histoire multiséculaire », dont nous sommes légitimement fiers, n'est pas seulement la vie morte à laquelle nous tournons le dos mais, aussi et surtout, la matière première devant nous qu'il faut travailler.

Le Maroc fossilisé au Sahara

Je repars d'Oum Azza, à la nuit tombante, en songeant au coût d'opportunité de l'immobilité antérieure – j'entends le coût de toutes les opportunités manquées. Mais je pense aussi à la remarque très juste de l'économiste britannique John Maynard Keynes qui, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, fit remarquer qu'il « ne suffit pas que l'état des choses que nous cherchons à promouvoir soit meilleur que l'état des choses existant parce qu'il doit être tellement supérieur qu'il compense aussi pour les maux de la transition 2 ». C'est peut-être cela qui, pendant longtemps, a empêché mes compatriotes de sauter le pas.

Rétrospectivement, il me semble que tout s'est noué dans la première moitié des années 1970, dans le sillage des deux coups d'Etat auxquels Hassan II a survécu, avant de « désamorcer 3 » la politique marocaine grâce à un pacte faustien au sujet du Sahara occidental : en échange de ses provinces du Sud, la Nation a vendu son âme à une monarchie prétendument éternelle, trompeusement forever young. L'avènement au trône, en 1999, d'un « jeune roi » devait donner un second souffle à cette illusion paralysante.

Le Sahara occidental est le désert dans lequel la politique marocaine s'est fossilisée. Certes, déjà la Constitution de 1970 a codifié, dans son article 24, la « sacralité » de la personne du roi. Mais c'est seulement la baya de Laâyoune qui, en 1979, a fait du monarque « l'ombre de Dieu sur terre et son bras séculier dans le monde ». L'allégeance devenait soumission. Elle perdait sa nature contractuelle, c'est-à-dire négociée et, donc, contestable et réversible. Dès lors est-il étonnant que le Maroc, longtemps malade du « dossier » du Sahara occidental, ait aussi commencé sa guérison par le Sud ? Quand les troubles au royaume ont secoué les colonnes du temple, les Algériens et les Sahraouis se sont rendus, eux aussi, à l'aveuglante évidence que les confins disputés n'étaient une promesse de grandeur pour personne mais un déni de démocratie et du développement pour tous. L'Union du Maghreb arabe (UMA) s'est alors réalisée en un rien de temps « par le bas ». Cela a été une sortie par le haut pour toute la région, qui est désormais bien partie pour prendre sa place parmi les grands ensembles du monde en intégration.

Un ordre politique ne prend vie que par le truchement de symboles. À ce titre, la renaissance du Maroc me semble de bon aloi. Dans le droit-fil de « l'option révolutionnaire » en fait si peu sulfureuse prônée dès 1962 par Mehdi Ben Barka (« une monarchie constitutionnelle dans laquelle le roi est le symbole de la continuité institutionnelle et dans laquelle le gouvernement dépend du peuple, qui exerce le pouvoir »), nos palais n'ont pas été rasés, les Forces armées royales existent toujours et, tous les ans, l'allégeance est prêtée à la Nation incarnée par le roi. Seulement, les palais ont été transformés en musées et, dans certains cas, en université ou hôpital ; les far sont désormais placées sous la responsabilité d'un ministre de la Défense, un civil, et les soldats, au nombre sensiblement réduit, se conçoivent comme des « citoyens en

uniforme », leur titre de gloire quand ils ont rallié le peuple pour faire triompher la Révolution ; enfin, la baya a cédé sa place à la wala'a, une cérémonie rendant hommage à l'unité nationale autour du roi qui, bien entendu, n'est plus seul à cheval et dont la liste civile est fixée et votée chaque année par le Parlement. Le protocole qui, à la cour, avait codifié la soumission a été revu de fond en comble pour servir le prestige de l'Etat, lui-même au service de la citoyenneté. Autant dire que le baiser de main recto verso subsiste seulement comme une relique du ridicule tuant, dans des émissions satiriques ou des jeux d'enfants.

L'ânerie de Jha

Ma nuit a été courte. Malgré le décalage horaire et l'épuisement lié à l'émotion du retour, je n'ai pas pu détacher mes yeux du petit écran, naguère le plus puissant somnifère. Or, à présent, les médias publics sont régis par un conseil d'administration rassemblant, pour employer une vieille formule, les « forces vives de la Nation », des partis politiques aux syndicats en passant par des oulémas, un archevêque, le grand rabbin du Maroc et des représentants de la société civile. Il n'y a plus de ministère de l'Information. Du coup, les crécelles bruyantes ou les broyeuses de noir que furent les médias sous contrôle sont devenues des creusets où l'espoir se forge. Ce n'est pas seulement une question de pluralisme d'opinion et de liberté d'expression. Dans la soirée, la retransmission d'un concert de Touria Hadraoui m'a tenu en éveil.

Bercé par la voix sublime de la première femme à chanter le melhoun, d'une Marocaine si souveraine qu'elle peut se mêler sans se perdre à tout apport extérieur – qu'il s'agisse du pianiste Simon Nabatov ou du groupe guinéen Boté Percussion –, j'ai fini par me demander si cette artiste n'avait pas tracé le chemin du changement bien avant qu'il n'advînt.

Autrement dit : nous autres, n'avons-nous pas ressemblé au Jha de notre conte populaire, qui cherche l'âne sur le dos duquel il est juché ? Nous espérions et attendions l'avènement d'un « nouveau Maroc », sans voir l'autre Maroc, qui perçait déjà en nous et tout autour.

Je passe la matinée à me promener dans Agdal, mon quartier à Rabat, avant de me rendre à la mosquée Badr pour la grande prière du vendredi.

À contempler la foule des jeunes et des moins jeunes, hommes et femmes, adeptes de l'orthodoxie malékite et partisans d'un islam plus politisé, je peine à réprimer un sentiment doux-amer. Etait-il vraiment si difficile de concevoir l'islam comme notre civilisation commune, notre foi partagée dans la diversité de ses interprétations et le pluralisme de nos cultures ? Après m'avoir travesti en « prince rouge », fallait-il absolument me caricaturer comme le « prince vert » prêt à faire le lit des islamistes ?

Avec le bénéfice du recul, ces épithètes paraissent creuses, dérisoires par rapport à la masse des croyants pour qui l'islam, avant d'être le vecteur de quoi que ce soit, est tout bonnement leur religion et la matrice de leur quotidien. Chez nous, simple constat de fait, l'unité nationale est ce qui croît et croit ensemble.

Avec un ami de longue date, l'anthropologue Abdellah Hammoudi, nous avons souvent parlé de « formes de vie en partage ». Une partie de notre élite, ironiquement celle qui n'avait que « le peuple » à la bouche, ne partageait en vérité que peu de choses avec le plus grand nombre. Sans surprise, ces leaders hors communauté, aussi estimables soient-ils en tant qu'individus, n'ont pas été portés au pouvoir par les « événements ».

Pour autant, il serait faux de dire que « les islamistes » ont été plébiscités.

D'abord parce que les islamistes du Parti Justice et Développement (pjd) ont été laminés, à l'instar des socialistes de l'usfp, pour avoir corrompu l'idée d'une « alternance » au pouvoir dans une cohabitation naïve et complaisante avec le makhzen, dont tout enfant sait pourtant qu'il « ne dort jamais ». Ensuite, parce que, transformé en parti à l'instar des salafistes, al-'Adl wa al-ihân n'a pas nécessairement fait le plein des voix pour des raisons religieuses mais plutôt pour son courage et sa persévérance dans la résistance à une monarchie abusive. Au moment de l'épreuve de force ultime, qui se souvenait qu'Abdessalam Yassine avait appelé Hassan II, dès 1974, à redonner « au peuple marocain la richesse amassée en pillant les ressources du pays », une demande renouvelée après l'accession au trône de Mohammed VI ? Un jour viendra où l'on parlera des « islamistes-démocrates » dans le monde arabe avec autant de flegme que des chrétiens-démocrates en Europe, par exemple en Italie ou en Allemagne. Mais ce n'est pas pour tout de suite. Dans l'immédiat, le parti de nos salafistes – manar, « le fanal » ou « le signe lumineux » – fait trop peur en Occident 4. La « renaissance » – sahwah – des uns est l'obscurantisme des autres. Cela se comprend aisément, non pas comme « clash de civilisations » mais au regard de l'histoire de chacun. Ainsi, chez nous, laïcité et sécularité ont-elles été convoyées par le colonialisme comme des armes de siège contre notre identité musulmane. De ce fait, pour nous approprier aujourd'hui leur contenu positif, nous nous sentons obligés de ruser avec les mots, de parler par exemple de dawla madmaniyah pour désigner l'état civil non religieux ou de ilmaniyah pour établir une vérité scientifique. Autant dire qu'il faudra de la sagesse et de la patience des deux côtés pour que le temps puisse faire son oeuvre. Comme l'enseignait Usman dan Fodio, ce savant « commandeur des croyants » dans le nord du Nigeria au début du XIXe siècle : « La conscience est une plaie ouverte. Seule la vérité peut la refermer 5. »

Les évadés de la parabole

J'avais indiqué aux autorités que, pour ce premier retour au pays, j'allais me limiter à trois jours. Je compte tenir parole, d'autant que je suis résolu à revenir bientôt, mais alors en famille et pour de bon. Maintenant que le pays émerge, que les contours de l'avenir se dessinent partout, il faut en être. Comment vais-je l'expliquer aux miens, à mon épouse et nos filles, qui m'attendent aux Etats-Unis ? Je ne suis pas encore sûr de mes mots exacts mais ils n'auront rien de rêveur ou d'utopique. Le Maroc ne s'est pas transformé en royaume sur terre, loin de là et tant mieux. Mais il s'est mis en route. Alors que je colle ma face contre la vitre froide du tu (train ultrarapide) entre Rabat et Casablanca, d'où je compte repartir, je vois le meilleur et le pire passer en flashs sous mes yeux : un lopin de terre en labour, un bidonville. Comment mesurer le progrès ?

Par exemple, au tgv vers le Nord de l'ancien régime, qui est maintenant raillé comme le « train grand vestige », s'est ajouté le tu, ce lien vital entre la capitale et la mégapole, plus un projet de métro à Casablanca en début de réalisation. Las des visionnaires, je me sens étonnamment à l'aise dans un pays qui ne pense qu'au prochain pas, puis à celui d'après, sans lever la tête sur ce qui brille à l'horizon.

Je m'y étais préparé mais la redécouverte est frappante : qui veut savoir où va le Maroc doit prendre le pouls de Casablanca. Ni le fellah des campagnes ni le fonctionnaire de Rabat ne saurait être un aiguillon à l'instar du citoyen-vibron de notre plus grande ville. Casablanca est la synthèse.



En quelques heures, il me semble y déceler un nouveau dynamisme, différent du darwinisme social – la survie du mieux adapté – d'antan.

Sur la place des Nations unies est exposé le prototype de la « première voiture marocaine » qu'un groupe industriel local veut produire en masse grâce à une joint-venture avec un constructeur brésilien. Et même au souk, on trouve désormais des puces électroniques made in Morocco.

Sur le front de mer, aux côtés des fast-foods américains, le restaurant originel de la nouvelle chaîne marocaine de tajines vapeur affiche sa mondialisation réussie sous forme de martingale : « Madrid, Paris, New York, Pékin. » En observant les jeunes alentour, je me demande s'ils sont toujours tentés de franchir le détroit de Gibraltar coûte que coûte. Je n'ose pas leur poser la question ex abrupto. Mais il me semble que les accrocs des paraboles satellitaires n'ont plus leur tête grise d'évadés de l'esprit. Serait-ce la fin de notre schizophrénie nationale, qui nous faisait exalter notre pays comme le « plus beau du monde » alors que, dans les faits, nous cherchions à le fuir par tous les moyens ?

Je songe à une remarque de Hannah Arendt : « Le combat d'aujourd'hui, dans le monde, ne porte pas sur les systèmes économiques mais sur la liberté et l'autoritarisme 6. » Je ne sais pas si elle a raison contre Marx mais je constate que, dans cette ruche qu'est Casablanca, tout a pris un air différent alors que la fameuse « propriété des moyens de production » n'a pas changé, pas plus que les effets de la mondialisation. Le Maroc reste un pays ouvert aux vents extérieurs même si le nouveau gouvernement a sanctuarisé certains secteurs clés de l'économie nationale, à rebours de la politique qui avait privatisé des biens publics au profit des happy few proches du palais, les actionnaires principaux de l'entreprise Maroc. Par ailleurs, la réforme agraire en cours pour redresser « cinquante ans de vol des terres » et la nouvelle « opération mains propres », cette fois-ci entre les mains propres d'une justice indépendante, changent quand même la donne.

Le dilemme du roi

Déjà en route pour l'aéroport, l'esprit d'escalier me rattrape : au fait, plus personne ne m'a parlé de sa « dignité », fatalement blessée. Attention, je m'en voudrais d'ironiser sur les accidentés de la vie. Mais n'est-il pas vrai que, dans l'ancien Maroc, tous ceux – hélas nombreux – ayant baissé les bras dans la lutte pour la substance de leur émancipation, qui aurait requis une redistribution des richesses, avaient tendance à s'irriter d'autant plus des symboles de leur soumission ? Du fait de leur impuissance à modifier l'ordre économique et, en particulier, de leur impuissance à arracher aux forces anonymes de leur malheur le masque des « lois du marché » ou de la « mondialisation », ils opéraient un transfert de leur colère vers les signes extérieurs de leur infériorité – et sur les personnes physiques, riches et puissantes, dans leur champ de vision. Ne pouvant réellement changer leur condition, ces pauvres se révoltaient contre les apparences du pouvoir. À ce titre, la monarchie absolutiste leur prêtait largement le flanc. Mais en ignorant le vrai front de lutte, ils dévaluaient leur vie une seconde fois. Le roi et, surtout, les membres de son entourage devenaient un chiffon rouge sur lequel ils s'acharnaient sans rien changer à leur lente mise à mort économique.

Dans la salle d'embarquement, je pense pour la première fois au roi. Non pas à Mohammed VI, mon cousin et ami d'enfance, mais au monarque en tant qu'institution dans le nouvel ordre politique, qui réconcilie enfin légitimité historique et populaire. Je pense « perte de centralité

», mort du makhzen qui, selon la célèbre définition de John Waterbury, était « un système stable de violence organisée », ou encore « dilemme du roi », l'intuition de Samuel Huntington selon laquelle un monarque absolutiste reste velléitaire dans la réforme de l'autoritarisme traditionnel parce qu'il doit moderniser pour faire partie de l'avenir mais, ce faisant, il sape le fondement de son pouvoir. On l'avait bien vu dans le contexte du Printemps arabe, quand le roi s'était escrimé à diluer le Mouvement du 20 février au lieu de le faire aboutir et de renouveler le contrat social entre le peuple et le trône. Faut-il en conclure : échec au roi quelle que soit la partie ? Dans l'émoi du départ, la question, ainsi que les concepts glissent sur moi sans prise aucune. En revanche, une métaphore reste gravée dans mon esprit. L'été 2001, sous le titre prémonitoire « En attendant Mohammed VI », une analyse dans Le Monde avait reproché aux Marocains d'être « habitués à se définir par rapport au roi tel un champ de tournesols qui s'orientent par rapport au soleil ». À présent, ce roi-soleil est devenu roi-citoyen. Les êtres héliotropes ont perdu leur orientation. Au lieu de tourner la tête, ils apprennent à s'en servir.

Depuis l'avion, embrassant du regard mon pays baigné dans la chaude lumière de la chute du jour, je me réjouis de cette fin telle qu'elle est advenue. Il me plaît de penser que « le peuple » soit le protagoniste du changement, que la servitude se soit achevée faute de volontaires, que la rupture n'ait pas été sanglante même si la violence a joué son rôle d'accoucheuse de l'Histoire. Elevé au palais sous la férule de Hassan II, j'ai désappris à un jeune âge des états d'âme au sujet des dynasties appelées à se succéder les unes les autres sinon à périr face à un adversaire d'une autre nature, des Républiques aux juntes militaires. « Notre pouvoir ne se transmet pas, il se reconquiert chaque fois, aimait-il à répéter. Quand la monarchie s'arrête de chevaucher, elle glisse de la selle et tombe. »

Enfoncé dans mon fauteuil, soudain détendu comme après un effort majeur, ma dernière pensée avant de trouver le sommeil me traverse comme une sonde plongeant au fond de la mer. Je n'ai jamais ressenti ni rancœur ni envie à l'égard de qui que ce soit, seulement une vraie passion pour le métier de prince. À la place qui est la mienne, cela veut dire « fournir une lecture » en disant et répétant à qui veut l'entendre, et aussi et surtout à celui qui ne veut pas l'entendre, ce que le Maroc m'a appris. Voilà c'est fait, une fois de plus.